Revue de l'Occident musulman et
de la Méditerranée

La presse nationaliste et le régime de Protectorat au Maroc dans l'entre-deux-guerres.

Amina Ihrai-Aouchar

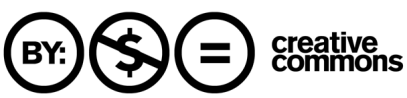
Citer ce document / Cite this document :

Ihrai-Aouchar Amina. La presse nationaliste et le régime de Protectorat au Maroc dans l'entre-deux-guerres.. In: Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée, n°34, 1982. pp. 91-104;

doi : https://doi.org/10.3406/remmm.1982.1961

https://www.persee.fr/doc/remmm_0035-1474_1982_num_34_1_1961

Fichier pdf généré le 21/04/2018



Abstract

Abstract The analysis of the nationalist press reveals that the basis of Moroccan reformism, between the two wars, was the acceptance of the 1912 Treaty ; the Nationalists considered that the respect of this text, that entrusted the Moroccans, at least in certain domains, with the administration of the country's affairs, and that acknowledged only a role of control on the part of foreign authorities, could be a factor of progress for Morocco. This conception of colonization explains the ambiguous relationships maintained by the Nationalists with the "metropolis", the colonial authorities and the foreign colony. The Nationalists only realized that the Protectorate was inapplicable after a certain evolution marked by several crises, an evolution that ended in 1942.

Résumé

Résumé L'analyse de la presse nationaliste révèle que le fondement du réformisme marocain, dans l'entre-deux-guerres, est l'acceptation du traité de 1912 ; les Nationalistes estiment que le respect de ce texte, qui réserve aux Marocains, tout au moins dans certains domaines, le soin de gérer les affaires du pays et qui ne reconnaît aux autorités étrangères qu'une fonction de contrôle, peut être un facteur de progrès pour le Maroc. Cette conception de la colonisation explique les rapports ambigus qu'entretiennent les Nationalistes avec les "métropoles", les autorités coloniales et la colonie étrangère. Les Nationalistes ne prendront conscience du fait que le Protectorat était inapplicable qu'après une évolution marquée par plusieurs crises, évolution qui s'achève en 1942.

BY: $ = creative commons

Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée, 34, 1982-2

LA PRESSE NATIONALISTE ET LE REGIME DE PROTECTORAT AU MAROC DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES

par Amina IHRAI-AOUCHAR

Persée creative commons

On a coutume de diviser l'histoire de la résistance marocaine à la colonisation en deux grandes périodes :

- résistance armée de 1912 à 1934, puis de 1953 à 1956,
- résistance politique, du début des années 1930, à la déposition de Mohamed V par les autorités coloniales en août 1953. Cette seconde phase est elle-même scindée en deux périodes, la première se caractérisant par la revendication de réformes, la deuxième par la revendication de l'indépendance.

Mais dans quelle mesure le mouvement nationaliste marocain a-t-il réellement traversé une période "réformiste" ? Et quel était le contenu de ce "réformisme" ? Ces questions nous semblent intéressantes à plus d'un titre. En effet, l'histoire de la résistance à la colonisation est constamment soumise à des réajustements et des relectures qui s'expliquent par la place que tiennent l'idéologie nationaliste, l'élite nationaliste, au sein de l'Etat post-colonial.

D'autre part, il n'est pas rare de trouver des analyses relatives au mouvement national dans son ensemble qui, en réalité, ne prennent en considération que l'évolution qu'il a connue après 1945. Or, comme l'écrit si bien J. Berque, "c'est la tâche de l'historien d'apprécier des êtres et des choses le poids et le sens. Toujours à travers, toujours malgré les situations successives. Mais par rapport à quoi ? Sans doute ne doit-il pas se fonder sur une actualité qui ne lui enseigne non pas *le* mais *un* dénouement des situations précédentes " (1).

Enfin, il nous semble que bien comprendre cette période de l'entre-deux-guerres, au cours de laquelle s'est forgée l'idéologie nationaliste et s'est structurée la résistance politique à la colonisation, permet de mieux appréhender la manière dont la décolonisation a été faite et vécue au Maroc.

Alors que "la pacification" n'est pas achevée, au cours des années 1920, peu à peu prend forme, dans certaines grandes villes, un mouvement de contestation qui se situe plus au sein du régime que contre lui. On sait que ce mouvement s'unifie lors de la lutte contre le "dahir berbère" promulgué le 16 mai 1930, publie son premier manifeste, le fameux Plan de Réformes, et le présente aux autorités en décembre 1934. Ainsi se forme le premier parti nationaliste marocain, le Comité d'Action Marocaine (CAM) qui, en se fractionnant au cours de l'été 1936, donne naissance d'abord à un CAM-nord et à un CAM-sud ; puis ceux-ci, se scindant à leur tour, provoquent la création de deux partis en zone de Protectorat français, le Parti National pour la Réalisation des Réformes (PNRR), ancêtre du PI, et le Mouvement National (MN), qui deviendra en 1946 le PDI, et deux partis en zone de Protectorat

espagnol, le Parti National des Réformes (PRN) de A. Torrès, et le Parti de l'Unité Marocaine (PUM) de M.M. Naciri.

Cependant, les puissances coloniales ayant refusé de prendre en considération les critiques des nationalistes relatives à l'application du traité de Protectorat et les péripéties de la Seconde Guerre Mondiale n'ayant amené aucun changement au Maroc, la phase "réformiste" du mouvement nationaliste s'achève par l'exigence de l'indépendance formulée officiellement par les deux partis de la zone de Protectorat espagnol, au lendemain du débarquement américain sur les côtes marocaines, le 18 décembre 1942.

Dans l'optique dans laquelle nous nous plaçons, la meilleure source pour saisir comment, dans l'entre-deux-guerres, les nationalistes percevaient le fait colonial, et quels rapports ils entretenaient avec le régime du Protectorat est incontestablement le journal : tout d'abord, la quasi-totalité des journaux nationalistes parus sous le Protectorat était partisane et exprimait ainsi le point de vue "officiel" des partis nationalistes ; d'autre part, bien que la presse nationaliste n'ait été autorisée que durant une courte période dans l'entre-deux-guerres, nous avons tenu à l'utiliser comme source, car l'hebdomadaire ou le quotidien, rapidement élaboré, est plus révélateur de l'état d'esprit d'une époque que d'autres écrits. Voici ci-dessous un tableau des journaux utilisés :

- en zone de Protectorat français :

L'Action du Peuple,	paru en 1933-1934, puis en 1937, organe du MN ;
L'Action Populaire,	paru en 1937, organe du PNRR ;
Al-Atlas (arabe),	paru en 1937, organe du PNRR ;
Al-Maghrib (arabe),	paru de 1937 à 1944, indépendant, proche du PN
At-Takkadoum (arabe),	paru en 1938, indépendant proche du PNRR.

-en zone de Protectorat espagnol :

Al-Hayat,	paru en 1934 (en arabe) ;
Al-Houria	paru de 1937 à 1942, organe du PRN (en arabe) ;
Er-Rif	paru de 1936 à 1942, indépendant, proche du PRN (en arabe) ;
Al-Ouahda al-Maghribiya,	paru de 1937 à 1942, organe du PUM (en arabe).

Certes, il n'est pas question, ici, d'étudier les grands thèmes développés dans la presse nationaliste dans l'entre-deux-guerres, tels la dénonciation de la main-mise étrangère sur l'économie du pays (2), ou la défense de la Nation marocaine et de l'héritage arabo-islamique (3)... Mais à travers la manière dont les nationalistes concevaient le Protectorat, à travers les rapports qu'ils entretenaient avec les autorités coloniales, avec la colonie étrangère, avec les "métropoles", nous nous proposons d'analyser certains aspects du "réformisme" marocain et de son contenu.

1. Le Protectorat n'est pas remis en cause

Lorsque paraît le premier périodique nationaliste en août 1933, la "pacification" n'est pas achevée. L'attitude des animateurs de *L'Action du Peuple,* à l'égard de la résistance qui se poursuit dans l'Anti-Atlas et au Sahara, pourrait donc non seulement nous permettre d'évaluer à sa juste mesure la coupure entre "Résistance Primaire" et "Résistance Secondaire" qui caractérise l'histoire contemporaine du Maroc, mais aussi nous renseigner sur les rapports de l'élite nationaliste urbaine et du régime.

Ainsi, la première question que l'on pourrait poser ici est : y-a-t-il eu des contacts entre les leaders de la contestation urbaine et la résistance armée ? "Il n'y a ... aucun lien entre ceux qui réclament à partir de 1934 la réforme du régime de Protectorat, et ceux qui ont résisté à son installation entre 1912 et 1934, et dont Abdelkrim est un exemple", écrit L. Cerych ; de même, pour R. Rézette, "... entre les notables andalous racés de Tétouan et les tribus primitives du Rif, aucun rapprochement ne s'établit" (4). En général, pour les auteurs étrangers, il n'y eut aucun rapport entre la résistance armée et la contestation urbaine ; cette thèse n'est pas d'ailleurs sans cautionner une conception manichéiste de l'histoire marocaine, voire maghrébine, qui limite la dynamique sociale à une opposition entre villes et campagnes, Arabes et Berbères. D'autre part, il faut se méfier des "relectures" de ce passé proche qu'entreprennent certains hommes politiques marocains ; A. Laroui ne remarque-t-il pas que dans le livre de A. Fassi, sur les mouvements d'indépendance au Maghreb, "on trouve un résumé de l'histoire militaire du Rif, dont l'origine semble être le récit traditionnel des livres coloniaux français" (5).

Cependant, nous disposons de trop peu d'éléments pour trancher entre ces deux thèses ; le dépouillement de la presse de l'époque ne nous a permis de relever qu'un seul cas intéressant, celui d'un jeune Fassi qui écrit dans *L'Action du Peuple*, et qui, quelques années auparavant, avait rejoint l'armée d'Abdelkrim el Khattabi. Dans *La Volonté du Peuple*, qui remplace pendant quelques mois *l'Action du Peuple*, interdite fin 1933-début 1934, A. Tazi signe un article intitulé "Pourquoi, suis-je exilé ?", dans lequel il révèle que, parmi les griefs retenus contre lui par la Résidence Générale, il y a sa présence dans le Rif en 1925, et la correspondance qu'il échangea avec le leader rifain. Il se justifie ainsi : "... pendant la guerre du Rif, je n'étais qu'au Rif, c'est-à-dire en terre marocaine, et non pas en Allemagne (6)... je n'étais donc pas traître à mon pays" (7).

Cet unique exemple que nous citons n'est donc pas suffisant pour étayer la thèse selon laquelle des contacts auraient eu lieu entre le mouvement de contestation urbaine, à peine naissant, et la résistance des campagnes, d'autant plus qu'en 1933-1934 nous n'avons pas trouvé trace, dans les quelques périodiques nationalistes paraissant à l'époque, des combats qui ensanglantent l'Anti-Atlas, et la crainte de la censure ne semble pas être la seule cause de ce silence (8).

En effet, les journaux parus en 1933-1934, comme ceux parus en 1937, ont pour préoccupation essentielle de faire respecter le traité de protectorat par les autorités. On pourrait se demander si cette attitude n'a pas uniquement une dimension tactique, étant données les rigueurs de la censure. C'est ce que l'on pourrait penser à la lecture de ces lignes, reproduites dans *L'Action Populaire*, à propos de l'interdiction du CAM : "Est-il nécessaire de traiter ici de la loyauté de notre attitude à l'égard du pouvoir légal et de la sincérité de nos déclarations à ce sujet ?" (9). Ce même hebdomadaire publie un extrait de *L'Humanité*, dans lequel le rédacteur s'interroge sur "l'interdiction d'un parti essentiellement réformiste (qui reconnaît) la base du régime actuel" (10).

Il semble pourtant que ces prises de position n'aient pas été uniquement dictées par la conjoncture. En effet, à cette époque, les nationalistes pensaient qu'une application du Protectorat fidèle au traité de 1912 pouvait être un facteur de progrès pour le Maroc. Le contact avec l'Occident et les puissances "protectrices" est vu, en général, comme bénéfique pour le pays. "Nous sommes malheureusement les derniers d'entre les peuples islamiques qui ont subi une influence occidentale, et qui sont entrés hardiment dans la voie du

développement intellectuel", écrit A. Sbihi dans *L'Action du Peuple* (11). *La Volonté du Peuple* reproduit la pétition présentée par les nationalistes tétouanais à A. Zamora, en 1931, dans laquelle ses rédacteurs précisaient : "... nous sommes respectueux à l'égard du régime de Protectorat (qui doit nous aider) à nous acheminer dans la voie du progrès." (12). Quant au directeur de *Al Maghrib*, S. Hijji, il note, avec une pointe d'envie, que "La Tunisie a précédé le Maroc de près de vingt-cinq ans pour ce qui est d'entrer en contact avec les facteurs de rénovation" (13). Ceci explique peut-être le fait qu'un nationaliste comme M.H. Ouazzani, fondateur de *L'Action du Peuple* et leader du MN, conçoive la "pacification", qu'il écrit sans guillemets, de la manière suivante : "... La pacification n'étant pas une fin en soi, mais un moyen, nous estimons qu'elle devra se justifier dans sa durée et dans ses fruits par une bonne politique de réalisation... assurant un progrès matériel ininterrompu" (14). Cet état d'esprit se retrouve même après la crise de l'automne 1937, qui s'achève par l'exil des leaders nationalistes, l'interdiction de leurs publications, ... puisque *At Takkadoum*, proche du PNRR, affirme : "Le gouvernement a de bonnes intentions pour réformer et développer le pays et oeuvre en ce sens depuis le début du Protectorat" (15).

En zone de Protectorat espagnol aussi, les nationalistes, au début des années 1930, ne remettent pas en cause le traité de Protectorat ; nous avons cité quelques lignes de la pétition de 1931, dans laquelle ils affirment leur volonté de coopérer avec le régime. Cette volonté apparaît aussi en 1934, comme en 1937. A. Torrès, dans *Al-Hayat*, écrit : "Notre espoir est de rapprocher les points de vue" (16) ; les animateurs de *Al-Ouahda al-Maghribiya* écrivent : "... Le CAM a déclaré depuis la première heure que son nationalisme est pacifique, non révolutionnaire et collaborateur" (17).

Cependant, les nationalistes de la zone nord trouvent le Protectorat de l'Espagne préférable à celui de la France. M.M. Naciri, originaire de Rabat, et leader du PUM, qualifie la zone "espagnole" de "zone heureuse", et affirme : "Qui a vu le comportement du Protectorat au Maroc ne doute plus du destin de l'Empire Français" (18). Quant à A. Torrès, il écrit, dans *Al-Houria*, que "Si la zone nord est menacée (durant la guerre), les Marocains prendront partie pour l'Espagne, pour empêcher que la France n'occupe tout le pays" (19). Mais ce qu'il faut noter, c'est que les nationalistes tétouanais se faisaient beaucoup moins d'illusions que ceux de la zone sud à propos des bienfaits du Protectorat ; dès 1934, A. Torrès écrit dans *Al Hayat* : "Le point de vue des Marocains est connu... Tout progrès ne profite qu'à la France et à l'Espagne" (20).

Ainsi, des nuances apparaissent dans l'attitude des nationalistes, à l'égard du régime : si en zone de Protectorat français une application stricte du Traité de 1912 est perçue comme un moyen pour le Maroc de se développer et de progresser, en zone nord, bien que les leaders du mouvement nationaliste aient de bons rapports avec le nouveau régime, celui-ci semble n'être ressenti que comme une fatalité imposée au pays. Ceci s'explique certainement par le fait que l'Espagne, moins riche, a beaucoup moins introduit de changements au plan des communications, de l'économie en général, que la France...

Cependant, si les nationalistes ne remettent pas en cause le traité de Protectorat, ils ne veulent en aucun cas que le Maroc soit assimilé à une colonie. "Nous ne sommes pas disposés, écrit M.H. Ouazzani, à laisser traiter le Maroc comme une possession coloniale quelconque" (21), et le projet de rattachement du Maroc, au Ministère de la France d'Outre-Mer, en 1934, provoque un tollé général (22). Les rédacteurs de *L'Action Populaire* écrivent : "Pour libérer le Maroc, la France doit restaurer une souveraineté qu'elle s'est engagée à respecter", et ils donnent une grande publicité à la déclaration du

secrétaire d'Etat Viénot, selon laquelle "l'assimilation est une vieille erreur" (23). Ainsi, à travers leurs publications, les nationalistes refusent toute idée d'assimilation, s'opposent à la transformation du Maroc en colonie, et exigent le respect du traité de Protectorat, Protectorat nécessaire car "... Nous ne prétendons pas que le peuple marocain est arrivé à un stade d'évolution, où il peut user de tous les droits politiques" (24).

Ainsi, la principale revendication de cette époque est l'abandon de la politique d'administration directe et l'application du traité de 1912 ; dans le résumé du Plan de Réformes que publie *Al-Ouahda al-Maghribiya*, il est précisé que "le mouvement d'Al-Ouahda al Maghribiya accepte le fait du Protectorat et demande seulement son application stricte et intégrale" (25). Tous les journaux nationalistes exigent l'application du Plan de Réformes qui "indique les bases et les buts d'une bonne et utile politique de Protectorat, la seule capable de restaurer la confiance en l'oeuvre de la France au Maroc".

Mais si le Protectorat est accepté, en zone nord, comme dans le sud, les nationalistes ne le conçoivent que comme un régime provisoire qui doit évoluer. En zone de Protectorat français les nationalistes envisagent certes l'indépendance, mais à long terme ; à court terme, ils ne cachent pas leurs désirs de voir le Protectorat évoluer en Mandat : dans *L'Action du Peuple*, on lit, en caractères gras : "Ce régime ne peut évoluer qu'en Mandat, dans lequel une garantie peut être donnée par la Société des Nations, qui, s'il est observé, évoluera en indépendance, revendication qui est formulée par le peuple musulman" (26).

En zone de Protectorat espagnol, les nationalistes disposant d'une plus grande liberté d'expression à cause de la guerre civile espagnole, et n'envisageant, comme nous l'avons déjà souligné, le Protectorat que comme un mal à subir, aspirent à l'indépendance dans les plus brefs délais. "Nous voulons l'indépendance complète et absolue" (27), écrit un rédacteur dans *Er-Rif*, dont la devise est "Le Maroc ne peut être une partie de quelque empire que ce soit, mais il veut être intégré dans un empire musulman que le Coran dirige et domine". Mais la revendication de l'indépendance ne dresse pas encore les nationalistes contre l'Espagne : "Ce but nous l'atteindrons dans un délai assez proche uniquement par la politique de mutuelle coopération" (28). En effet, de grand espoirs sont mis dans le mouvement du Général Franco : "Les Marocains aident et soutiennent l'Espagne car le Général Franco a promis les plus belles fleurs de la victoire aux Marocains. L'Espagne est un grand pays, mais le Maroc ne veut faire partie d'aucun empire" (29), écrit A. Torrès, dans *Al-Houria*.

Ainsi, si le régime n'est pas remis en cause, les Marocains, en attendant l'indépendance, ou tout au moins une évolution du système vers une politique de Mandat, exigent le respect du traité de 1912, et l'abandon de la pratique de l'administration directe. Ceci explique les rapports ambigus qu'entretiennent les animateurs de la presse nationaliste de l'entre-deux-guerres avec les autorités coloniales, la colonie étrangère et les "métropoles".

2. Les nationalistes et les autorités coloniales

Une remarque s'impose ici : les relations des nationalistes avec la France, les autorités coloniales françaises, la colonie française, sont beaucoup plus complexes que les rapports qu'entretient cette élite urbaine avec l'Espagne. Il est incontestable que la France, plus assimilationiste, plus développée, plus puissante que l'Espagne, a marqué plus profondément les intellectuels marocains.

a) *Les nationalistes et les "métropoles"*

Poser le problème des relations des nationalistes et des métropoles" dans l'entre-deux-guerres suscite une question très intéressante : le mouvement nationaliste marocain a-t-il été pro-fasciste ou favorable aux démocraties ?

A partir de 1936, la zone de Protectorat espagnol dépend d'un régime fasciste, alors que la zone de Protectorat français, du fait de l'accession au pouvoir en France d'un gouvernement de Front Populaire, est soumise à un régime de gauche. Quelle a été l'attitude des Marocains dans ce conflit qui divise l'Europe et les touche directement, puisque la première scission du CAM a été une scission géographique entre CAM-nord et CAM-sud provoquée par la fermeture de la "frontière" entre les deux zones, lors du déclenchement de la Révolte de Franco ?

Alors que le mouvement nationaliste, dans le nord comme dans le sud, a les mêmes racines sociologiques, idéologiques... la lecture des journaux révèle qu'en zone nord les nationalistes étaient pro-franquistes, dans le sud pour le Front Populaire. En zone de Protectorat espagnol, les journaux nationalistes publient souvent les déclarations et photographies de Franco, qualifié par *Al-Houria* de "héros espagnol" ; le leader du PRN ayant créé des "chemises vertes" sur le modèle fasciste, M.M. Naciri le lui reproche en ces termes : "Ce qui est bon pour un parti n'est pas forcément bon pour un autre. C'est pour cela que je combats tout courant étranger qui veut dominer notre mouvement nationaliste, et je me suis opposé au Comité Exécutif du PRN à cause de l'orientation fasciste qu'il a donné au parti, alors que celui-ci aurait dû rester musulman, arabe, marocain..." (30).

Notons cependant que, dans tous les partis nationalistes marocains, sont apparus certains comportements, telle l'adulation du Chef, qui ne sont pas dûs uniquement à l'imitation des partis fascistes européens, mais aussi à des pratiques politiques et sociales anciennes.

C'est surtout au début de la guerre qu'apparaît le mieux le choix des partis de la zone nord : lorsque l'armée allemande entre dans Paris, *Al-Houria* titre "Dieu est grand...", considère la défaite française comme une manifestation de la justice immanente et, rappelant la répression qui s'abattit sur la zone sud en automne 1937, souhaite à la France "une poigne semblable à celle de Noguès" (31). Les rédacteurs d'*Al-Ouahda al-Maghribiya*, s'ils se montrent un peu plus circonspects que ceux de l'organe du PRN, affirment aussi : "Hitler le grand n'attentera pas à la Nation Arabe... que l'Allemagne ne veut que pour amie" (32). D'autre part, tous les journaux de cette zone publient régulièrement des articles de C. Arslan, leader nationaliste arabe dont on connaît les sympathies pro-fascistes, ou de Taki ed-Din el Hilali, de nationalité marocaine, qui faisait de la propagande à Radio-Berlin...

Comment peut-on expliquer ces prises de position ? Tout d'abord, il ne faut pas oublier que les nationalistes marocains ont été très déçus par les Républicains espagnols qui, sous la Monarchie, s'affirmaient anti-colonialistes, mais qui, après leur accession au pouvoir, en 1931, n'ont rien changé à la situation au Maroc, et ce, même après la formation d'un gouvernement de Front Populaire.

D'autre part, Franco s'étant servi du Maroc comme base de départ contre la République a su garantir le calme dans la zone en laissant les Marocains s'exprimer relativement librement, en leur faisant aussi de grandes promesses ; *Al-Houria* affirme : "Les Marocains font confiance aux promesses du Héros espagnol et de son gouvernement et ils espèrent que le peuple espagnol renforcera ses relations avec un Maroc fort, uni, libre, ami de la Grande

Espagne" (33). Notons aussi que l'adjectif "nationaliste" accolé au mouvement franquiste devait créer une certaine confusion dans l'esprit des Marocains.

Cependant, après la victoire franquiste, les nationalistes, ne voyant introduire aucun changement dans la zone, espèrent que la guerre forcera l'Espagne à changer de politique ; A. Torrès tente même de dresser l'Allemagne contre l'Espagne au cours d'une visite qu'il effectue début 1941 à Berlin, où il fut reçu par Himmler et Goering...

Mais, bien avant la guerre, les nationalistes de cette zone montrent que leur soutien aux dictatures est un soutien critique : dès mars 1937, commentant un voyage de Mussolini en Italie, les rédacteurs d'*Al-Ouahda al-Maghribiya* écrivent : "Le discours de Mussolini à Tripoli est plein de promesses, mais les Musulmans ne croient plus aux promesses des Européens (34)". Lorsque l'Italie annexe la Libye, *Er-Rif* publie ces remarques : "L'unité arabe se déchire, Mussolini... chef des tyrans... annexe la Libye à l'Empire italien ; pourquoi l'Italie ne s'attaque-t-elle pas à la France, la Grande-Bretagne, ou l'Allemagne ? N'est-ce pas qu'elle craint que ces pays ne la déchirent comme elle a ravagé l'Abyssinie ?" (35).

Dans un article publié en mai 1939, M.M. Naciri résume le point de vue des nationalistes marocains : "Il existe des démocraties et des dictatures... Mais les pays musulmans ne font confiance ni aux unes, ni aux autres... certains ont cru que l'Allemagne et l'Italie soutenaient les pays coloniaux : erreur ! Voyez l'Albanie et l'Ethiopie... Vous auriez pu, l'Allemagne et l'Italie, conquérir les coeurs des Musulmans, mais en ne suivant pas les traces de la France et de la Grande-Bretagne, des U.S.A. ... Les Français critiquent les Italiens, avec l'aide des Musulmans de Libye, les Italiens, les Français, avec l'aide des Marocains, ainsi les Musulmans sont parfaitement renseignés sur les tares des Occidentaux..." (36).

Dans la zone de Protectorat français aussi, les nationalistes ont tenté d'utiliser l'opposition fasciste contre la démocratie, qui a pour champ de bataille l'Europe occidentale dans l'entre-deux-guerres, pour défendre leur cause. Ainsi, malgré les rigueurs de la censure, les journaux du PNRR interpellent le Front Populaire en lui donnant pour exemple les dictatures : *L'Action Populaire* fait une comparaison avantageuse pour l'Italie entre la politique étrangère du Duce et celle de la France, et reproduit cette déclaration de Ciano : "Nous comprenons parfaitement les revendications et les légitimes aspirations des Nations Arabes", (37) ; *Al-Atlas*, protestant contre l'interdiction à Marrakech des festivités du Mouloud, souligne que "les cérémonies religieuses se sont déroulées dans un climat de liberté en zone nord..." (38).

Mises à part ces remarques tactiques, il nous semble que l'élite marocaine a été plus marquée par l'idéologie libérale que par le fascisme, et, il faut le noter, l'admiration pour le libéralisme se confond avec une certaine idée de la France, mythique et généreuse, fille de la Révolution de 1789. "La France, où sont nées toutes les révolutions, qui porte en elle-même le souffle de la liberté..." (39), lit-on dans *l'Action du Peuple*. Un rédacteur du même journal écrit : "Je ne peux pas croire que la France soit venue au Maroc uniquement pour jouir des richesses de ce beau pays" (40) ; et , dans un autre numéro, à propos de la "politique berbère" : "Nous savons que la France, la vraie France, n'a rien à faire avec tout ce que l'on fait en son nom..." (41).

Mais si les nationalistes de la zone nord se sentent proches des franquistes à cause de leur "nationalisme", ceux de la zone sud manifestent leur sympathie à la gauche française qui leur paraît plus près de l'idée qu'ils se font de la France. Ainsi, en 1933-1934, *L'Action du Peuple*, citant Jaurès et

Mirabeau, se donne une allure de journal de gauche ; en 1937, et ce malgré l'interdiction du CAM, tous les journaux nationalistes manifestent leur appui au Front Populaire. *L'Action Populaire* affirme : "Malgré nos déceptions, nous restons attachés aux partis de gauche" (42). *Al Maghrib* précise : " Reconnaissons les bonnes intentions du Front Populaire à notre égard" (43). Ce périodique et *At-Takkadoum* sont ceux qui défendent avec le plus de constance leur attachement à la démocratie, ce qui explique, en partie, qu'ils aient continué de paraître après que la quasi-totalité des journaux nationalistes ait été interdite en automne 1937. Ainsi, *At-Takkadoum* met en garde l'Orient contre les visées d'Hitler : "Hitler a persécuté les Juifs et les Chrétiens, à quand le tour des Musulmans ?" (44). Au début de la guerre, *Al-Maghrib* précise : "L'Islam est démocratique et doit donc aider les démocraties" (45), et publie, dès 1940, un éditorial d'une grande lucidité dans lequel le rédacteur explique qu'à long terme les Alliés ne peuvent que gagner la guerre (46).

Que conclure ? Les nationalistes étaient-ils plutôt pro-fascistes ou favorables aux démocraties ? Il nous semble que leur attitude à l'égard de ce problème était des plus pragmatiques. En effet, il nous paraît que ce conflit qui déchire l'Europe dans l'entre-deux-guerres ne concerne pas les Marocains, dont la seule réelle préoccupation est de voir réalisées leurs aspirations, c'est-à-dire d'obtenir une application du Protectorat fidèle au texte de 1912, et donc d'élargir la participation des autochtones à la gestion du pays. Ceci est très bien résumé, à notre sens, par M. H. Ouazzani, qui répond, en 1933, à certains membres de la SFIO qui lui ont proposé d'adhérer à leur parti : "Est-ce un bien pour les peuples asservis d'avoir une doctrine politique quelconque outre celle de se libérer et d'être des hommes ayant une *dignité* égale à celle des autres ?" (47).

Cependant, si les nationalistes marocains entretiennent de bons rapports avec les "métropoles", dans l'entre-deux-guerres, leurs relations avec les autorités du Protectorat sont plus critiques, et celles avec la colonie étrangère franchement hostiles, surtout en zone sud.

b) Les relations des nationalistes avec les autorités et la colonie étrangère

De manière générale, la presse nationaliste dans la zone nord ne mentionne jamais la colonie étrangère, certainement parce qu'elle était plus réduite que dans le sud, d'une part, et que, d'autre part, un traditionnel voisinage limitait les causes de friction. Mais si ses rapports avec les commissaires généraux qui se sont succédés à Tétouan ont été plutôt tièdes, ceux avec le Colonel Beigdeber, Haut-Commissaire de 1936 à 1939, ont été si cordiaux qu'ils ont dépassé même le cadre étroit des relations officielles. Ainsi, chose inimaginable en zone sud, il se rend aux sièges des partis (48), et les journaux nationalistes annoncent ses visites chaleureusement (49) ; il assiste au mariage de A. Torrès. Lorsqu'il quitte le Maroc, nommé Ministre des Affaires Etrangères, tout le monde manifeste des regrets. *Al-Ouahda al-Maghribiya* titre : "Beigdeber l'Africain, du Haut-Commissaire au Ministre des Affaires Etrangères" (50), et le qualifie de "premier symbole positif" de l'Espagne aux yeux des Marocains. A. Torrès remet au Colonel un diplôme le désignant "frère de prédilection des Musulmans", et souligne que, du temps où celui-ci était Haut-Commissaire, l'entente régnait entre Marocains et Espagnols, et que, déjà, quelques jours après son départ apparaissent "des prémisses négatives qu'il faut stopper" (51). En effet, après le départ du Haut-Commissaire Beigdeber, plus jamais les rapports des nationalistes et des autorités coloniales espagnoles ne seront aussi cordiaux.

En zone de Protectorat français, seul Lyautey semble avoir laissé un bon souvenir aux Marocains, quoique lui non plus n'échappe pas à leurs critiques, notamment pour ce qui est de la politique "berbère". Mais le respect qu'il a su manifester à l'égard de la civilisation marocaine lui a valu la sympathie des nationalistes. Ainsi *L'Action Populaire* publie l'un de ses mots acerbes contre "les indigénophiles archaïsants" (52), et ses jugements sur "les bienfaits d'un peuple bénéficiant grâce à notre protection de la plénitude de ses droits naturels" (53). Même *Al-Ouahda al-Maghribiya*, qui est pourtant un journal de la zone nord, reprend ses critiques contre l'administration directe (54).

Mais ses successeurs, par contre, eurent des relations plutôt tendues avec les nationalistes : T. Steeg parce qu'il renforça la pratique de l'administration directe et favorisa la colonisation agraire ; L. Saint parce qu'il fut l'instigateur du "Dahir Berbère" ; H. Ponsot, sommé d'agir ("Notre confiance, nos espoirs seront-ils bientôt justifiés par des réalisations, des actes ?") (55), déçut les Marocains en interdisant, en mai 1934, *L'Action du Peuple* et en condamnant à la disparition la plupart des journaux nationalistes de la zone nord ainsi que *Maghreb* (56), en empêchant leur distribution dans la zone de Protectorat français... Quant à Noguès, responsable de la répression de l'automne 1937, il ne vit ses rapports avec le mouvement nationaliste s'améliorer qu'à l'approche de la guerre.

Cependant, malgré les critiques et les frictions, les rapports des nationalistes avec les Résidents Généraux restent toujours courtois, voire déférents. Les rédacteurs de la presse nationaliste prennent moins de précautions avec les fonctionnaires subalternes : "Certains responsables se comportent comme des bolcheviks russes, des nazis allemands, ou les fascistes de Rome, car ils disposent d'une liberté absolue dans l'exercice de leurs fonctions", commente l'un d'entre eux (57). Cette citation donne un avant-goût des relations des nationalistes et de la colonie étrangère.

Qu'est-il reproché à cette colonie ? Tout d'abord son racisme. M.H. Ouazzani impute aux Français leurs mauvais rapports avec l'élite nationaliste : "Français, fort peu soucieux de nous connaître, écrit-il, incapables même de nous comprendre, et encore moins désireux de se rapprocher de nous autres Marocains, considérés injustement comme les représentants d'une race tarée et inférieure, partant dédaignée, et impitoyablement maltraitée" (58).

Mais, de plus, la mainmise de cette colonie sur l'économie et l'administration du pays paraît insupportable à cette élite qui pense avoir les capacités nécessaires à la gestion des affaires publiques, et qui ne voudrait pas voir les étrangers ravir les fruits du progrès ; ceci explique la place consacrée dans la presse nationaliste aux privilèges des fonctionnaires français et des colons (59). De manière générale, les privilèges accordés à cette colonie, libertés publiques plus étendues pour les Français, politique de l'enseignement plus efficace pour les enfants étrangers..., ce que les journaux résument dans l'expression "politique des deux poids et deux mesures" (60), dressent les Marocains contre elle. "... La colonie européenne, lit-on dans *l'Action Populaire*, doit faire une différenciation entre la France qui, par l'intermédiaire de ses représentants remplit une mission au Maroc, et les Français, colons et travailleurs, qui sont de simples particuliers agissant pour leur profit personnel...". Le même périodique publie la déclaration de M. Viénot, selon laquelle on ne doit pas confondre "l'intérêt privé de quelques Français avec l'intérêt général de la France et de la Tunisie" (61).

Cette hostilité régnant entre l'élite nationaliste et la colonie étrangère est symbolisée par les polémiques qui opposent journaux coloniaux et nationalistes entre 1933 et 1937. Ainsi, *La Bougie de Fès* n hesite pas à traiter

les responsables de *l'Action du Peuple* de "gosses prétentieux..., manipulés par Moscou et Berlin" (62), et C. Houel, dans *L'Action Marocaine*, écrit : "La publication de *L'Action du Peuple* est une provocation dont la répétition témoigne de notre part d'une pusillanimité inexplicable. Nous sommes pour la liberté de la presse, mais la nôtre" (63). Ce à quoi M.H. Ouazzani répond : "Il faudrait souhaiter que la France puisse trouver en ses fils qui la représentent ici... des défenseurs de l'idéal dont elle ne cesse de se réclamer depuis la Grande Révolution de 1789... et que soit reconnu le droit de libre critique que notre journal entend exercer dans le plan de la plus stricte et de la plus honnête légalité" (64).

Ainsi, dans l'entre-deux-guerres, si les nationalistes de la zone nord considèrent le Protectorat comme un mal à subir, si en zone sud ils voient en lui un facteur de progrès, tous exigent une application du régime fidèle au texte de 1912, qui seul garantit leur participation à la gestion du pays. Ceci explique que s'ils entretiennent des relations correctes avec les autorités du Protectorat, par contre ils s'opposent violemment à une colonie étrangère qui les évince de l'administration comme des secteurs dynamiques de l'économie. Cependant, s'ils ne remettent pas en question le régime, ils espèrent le voir progressivement évoluer vers un régime de mandat, vers une plus large autonomie, vers l'indépendance même, qu'envisagent ouvertement les leaders de la zone nord. Et c'est le refus de la France, comme de l'Espagne, d'introduire quel que changement que ce soit dans la nature, et même dans le comportement du régime, qui, peu à peu, met fin à la phase réformiste du mouvement nationaliste marocain.

3. La fin du "réformisme"

En zone de Protectorat français, du début de l'année 1937 jusqu'au printemps de la même année, les nationalistes se montrent patients et attendent du Front Populaire l'application de leur plan de Réformes. Cependant, dès le début de l'été, les journaux se montrent de plus en plus agressifs : "Le mouvement pour le Plan de Réformes, écrit un rédacteur de *L'Action Populaire*, présente au gouvernement de Rabat et de Paris son important mémoire sur la politique suivie par la Résidence Générale au Maroc les douze derniers mois : notre mouvement n'acceptera pas de collaborer avec une administration qui ne cesse de pratiquer la politique des deux poids et deux mesures... Nos revendications doivent être la base de toute collaboration entre Français et Marocains... " (65).

Au cours de l'été, la revendication de réformes s'exacerbe. *L'Action Populaire* titre : "La famine dans le sud : que doit-on attendre du Front Populaire ? " (66). *Al-Atlas* s'interroge : "Qu'a fait le gouvernement pour aider les sinistrés ? " (67). Mais le détournement de l'oued Boufekrane, dans la région de Meknès, en pleine année de sécheresse, et ce, au profit des colons, provoque des troubles dans tout le pays et des réactions violentes dans la presse nationaliste. *L'Action Populaire* titre en rouge : "Des événements sanglants à Meknès, la troupe tire sur la foule, quels sont les responsables ? " (68). De tous les périodiques nationalistes, seul *Al-Maghrib* échappe à l'interdiction. Les journaux nationalistes partisans ne reparaîtront en zone sud qu'en 1946. On peut dire que la répression de l'année 1937 en zone de Protectorat français a sonné le glas de la revendication de réformes.

En zone de Protectorat espagnol, les nationalistes se montrent patients et attendent de la victoire franquiste la réalisation de leurs aspirations ; mais dès

le début de l'année 1939, ils pressent Franco de respecter ses promesses : " Les Marocains n'ont jamais été hostiles aux nationalistes espagnols, écrit un rédacteur d'*Al-Ouahda al-Maghribiya*, au contraire, ils se sont entendus avec le Haut-Commissaire, grâce à eux la zone est restée calme ; plus que cela, les gens des campagnes se sont portés volontaires pour le front, non par goût du lucre, mais dans l'espoir que cela servira au nationalisme marocain. De ce fait, tout le Monde Musulman attend la nouvelle attitude de l'Espagne à l'égard du Maroc, attend 'les roses de Franco' ; le peuple marocain espère le progrès, la liberté, l'unité" (69).

Mais alors que les nationalistes de cette zone espéraient une large autonomie, et même l'indépendance, après la victoire de Franco, le nouveau Haut-Commissaire n'annonce que des réformes : "Tous, veuillez croire, écrit un rédacteur de l'organe du PUM, que l'Islam n'a pas d'ami parmi les colonialistes" (70). Quant aux responsables d'*Al-Houria*, ils écrivent : "L'Espagne nous disait qu'elle ne voulait pas nous coloniser... Mais les Espagnols nous disent que l'Espagne veut fonder "un empire spirituel..." (71).

En mai 1941, un nouveau Haut-Commissaire est nommé qui, en utilisant saisies et amendes, met fin à la relative liberté d'expression dont jouissaient les nationalistes dans cette zone depuis 1936. C'est donc entre 1939 et 1941 que les partis de la zone nord perdent leurs illusions ; après avoir cru en Franco, puis en la victoire des puissances de l'Axe, ils prennent conscience du fait qu'ils ne doivent compter que sur leur propre force : le 18 décembre 1942, quelques jours après le débarquement américain, M.M. Naciri et A. Torrès signent un pacte et demandent officiellement à l'Espagne l'indépendance du Maroc.

Ainsi, on peut dire que le fondement du réformisme marocain dans l'entre-deux-guerres est la reconnaissance, l'acceptation du traité de 1912. Les nationalistes estiment que le respect de ce texte, qui laisse aux Marocains, dans certains secteurs tout au moins, le soin de gérer les affaires du pays et qui ne reconnaît aux autorités étrangères qu'une fonction de contrôle, peut être un facteur de progrès pour le Maroc. Ceci implique qu'ils adhèrent à l'une des bases essentielles de l'idéologie colonialiste selon laquelle les puissances coloniales sont investies d'une "mission civilisatrice". Les nationalistes prendront conscience du fait que le Protectorat était inapplicable, après une évolution marquée par plusieurs étapes, et illustrée par la nature de leurs relations avec les autorités étrangères :

- ainsi, en 1933-1934, à travers leurs journaux, ils s'adressent à la Résidence Générale, lui demandant de limiter l'appétit des colons ;
- en 1937, en zone sud surtout, ils ne s'adressent plus qu'au gouvernement de Paris, pour dénoncer la Résidence Générale et la colonie étrangère ; en zone nord, le dialogue avec le Haut-Commissaire et le gouvernement de Madrid se poursuit jusqu'en 1939 ;
- à partir de 1942, exigeant l'abrogation du traité de 1912, ils en appellent à la communauté internationale contre la France et l'Espagne.

NOTES

(1) Berque (J.), *Le Maghreb dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Le Seuil, 1962, p. 360.

(2) Ihraï-Aouchar (Amina) : *La presse marocaine d'opposition du Protectorat*, thèse IIIe cycle, 1979, Toulouse-Le-Mirail, 265 p., pp. 107-111.

(3) *ibidem*, p. 112...

(4) Cerych (L.), *Européens et Marocains, 1930-1956, sociologie d'une décolonisation*, Bruges, Collège d'Europe, 1964, p. 11 ; et Rezette (R.), *Les partis politiques marocains*, Colin, Paris, p. 83.

(5) Laroui (A.), Interview accordée à *Libération* (Casablanca), 4-10 février 1977.

(6) La France, du fait du Traité de 1912, assumant la politique extérieure du Maroc, celui-ci se retrouve donc impliqué dans le conflit de 1914-1918.

(7) *La Volonté du Peuple*, n°5 du 5 janvier 1934.

(8) Cf. la citation de M H Ouazzani, *infra*.

(9) *L'Action Populaire*, n° 4, 27 mars 1937.

(10) *ibidem*, n° 5, 3 avril 1937.

(11) *L'Action du Peuple*, n° 2, 11 août 1933.

(12) *La Volonté du Peuple*, n° 3, 22 décembre 1933

(13) *Al-Maghrib*, n° 157, 7 juin 1939.

(14) *La Volonté du Peuple*, n° 7 et *L'Action du Peuple*, n° 3 et 4.

(15) *At-Takkadoum*, n° 8, 18 novembre 1938.

(16) *Al-Hayat*, n°2, 8 mars 1934.

(17) N° 10, 10 mars 1937.

(18) *ibidem*, n° 71, 23 décembre 1938, M. Naciri avait été contraint de quitter Rabat pour Tétouan par crainte des autorités françaises.

(19) n° 113, 3 septembre 1939.

(20) n° 2, 8 mars 1934.

(21) *L'Action du Peuple*, n° 2, 11 aout 1933

(22) *La Volonté du Peuple*, n° 10, 9 février 1934.

(23) *L'Action Populaire*, n° 3, 20 mars 1937.

(24) *ibidem*, n° 60, 10 avril 1937.

(25) *Unitad Marroqui*, n° 28.

(26) *L'Action du Peuple*, n° 4, 25 août 1933.

(27) *Er-Rif*, 11 février 1937.

(28) *Unitad Marroqui*, n° 4 , 15 avril 1937.

(29) N° 5, 21 juillet 1938.

(30) N° 5, 17 février 1937.

(31) *Al-Houria*, n°302, 15 juin 1940.

(32) *Al-Ouahda al-Maghribiya*, n° 156, 25 juin 1940.

(33) *Al-Houria*, n° 44, 16 février 1938.

(34) *Al-Ouahda al-Maghribiya*, n° 14, 24 mars 1937

(35) *Er-Rif*, 20 décembre 1938.

(36) *Al-Ouahda*, n° 89, 2 Mai 1939.

(37) *L'Action Populaire* n° 12, 22 Mai 1937.

(38) *Al-Atlas* supplément, n° 15, 4 juin 1937.

(39) *L'Action du Peuple* n° 2, 11 août 1933.

(40) *L'Action du Peuple* n° 11, 13 octobre 1933.

(41) *ibidem*, n° 1 du 6 août 1933.

(42) *L'Action Populaire*, 14 avril 1937.

(43) N° 13, 14 mai 1937.

(44) N° 5 du 30 septembre 1938 et n° 21 du 15 mai 1939.

(45) N° 429, 13 juin 1940.

(46) N° 414, 21 Mai 1940.

(47) *L'Action du Peuple*, n° 4, 25 août 1933.

(48) *Al-Houria*, n° 95, 16 avril 1939.

(49) *Al-Houria*, n° 95, 16 avril 1939.

(50) N° 103, 18 août 1939.

(51) *Al-Houria*, n° 112, 27 août 1939.

(52) *L'Action Populaire*, n° 4, 27 mars 1937.

(53) *Idem*, n° 2, 13 mars 1937.

(54) N° 1, 3 février 1937.

(55) *La Volonté du Peuple*, n° 7, 19 janvier 1934.

(56) Premier périodique nationaliste marocain paru, à Paris, entre 1930 et 1934, avec l'aide des libéraux français et espagnols. Cf. notre thèse, p. 58-59.

(57) *At-Takkadoum*, n° 1, 29 juillet 1938.

(58) *L'Action du Peuple*, n° 2.

(59) Cf. notre thèse, p. 107-111.

(60) *L'Action du Peuple*, n° 1 du 6 août 1933.

(61) *L'Action Populaire*, n° 3 du 20 mars 1937.

(62) N° 699, 13 août 1933.

(63) *L'Action du Peuple*, n° 15, 10 octobre 1933.

(64) *Ibidem*, n° 3.

(65) *L'Action Populaire*, n° 19 24 juillet 1937.

(66) *Ibidem*, n° 10, 8 mai 1937.

(67) *Al-Atlas*, n° 5, 9 mars 1937.

(68) *L'Action Populaire*, n° 21, 4 septembre 1937.

(69) *Al-Ouahda Al-Maghribiya*, n° 84, 31 mars 1939.

(70) *ibidem*, n° 90, 19 mai 1939.

(71) *Al-Houria*, n° 303, 16 Juin 1940.

Résumé

L'analyse de la presse nationaliste révèle que le fondement du réformisme marocain, dans l'entre-deux-guerres, est l'acceptation du traité de 1912 ; les Nationalistes estiment que le respect de ce texte, qui réserve aux Marocains, tout au moins dans certains domaines, le soin de gérer les affaires du pays et qui ne reconnaît aux autorités étrangères qu'une fonction de contrôle, peut être un facteur de progrès pour le Maroc. Cette conception de la colonisation explique les rapports ambigus qu'entretiennent les Nationalistes avec les "métropoles", les autorités coloniales et la colonie étrangère. Les Nationalistes ne prendront conscience du fait que le Protectorat était inapplicable qu'après une évolution marquée par plusieurs crises, évolution qui s'achève en 1942.

Abstract

The analysis of the nationalist press reveals that the basis of Moroccan reformism, between the two wars, was the acceptance of the 1912 Treaty ; the Nationalists considered that the respect of this text, that entrusted the Moroccans, at least in certain domains, with the administration of the country's affairs, and that acknowledged only a role of control on the part of foreign authorities, could be a factor of progress for Morocco. This conception of colonization explains the ambiguous relationships maintained by the Nationalists with the "metropolis", the colonial authorities and the foreign colony. The Nationalists only realized that the Protectorate was inapplicable after a certain evolution marked by several crises, an evolution that ended in 1942.